

# La « caractérisation socio-anthropologique » des quartiers en milieu urbain africain. Défis méthodologiques posés par les observatoires de population

MONDAIN Nathalie\*

## Introduction

L'étude des quartiers remonte aux années 1920 avec les travaux de l'École de Chicago. Traditionnellement donc elle concerne les milieux urbains américains et, plus récemment européens. Centrale à cette étude, la question de la définition du quartier a occupé nombre d'intellectuels qui se sont appropriés ces enjeux entre deux grands courants, l'un géographique, l'autre anthropologique, les deux étant réunis par la prise en compte et l'analyse des réseaux sociaux (Konings *et al.*, 2006). L'un des concepts opératoires clés de l'approche de sociologie urbaine nord-américaine concerne les « neighbourhood effects » ou effets de quartiers. Classiquement, cette notion réfère à l'analyse des effets de la concentration de la pauvreté sur les habitants des quartiers « pauvres », la pauvreté étant alors appréhendée sous le seul angle économique et calculée par rapport à un seuil de revenus (Bacqué et Fol, 2007). Les outils permettant d'appréhender ce qui constitue un quartier dans ses dimensions géographiques et sociales repose donc essentiellement sur des approches développées par des géographes, sociologues et anthropologues nord américains, puis européens, notamment français et britanniques.

Comment appréhender les caractéristiques des quartiers en milieu urbain africain contemporain et dans quelle mesure le concept d'« effets de quartiers » est-il opératoire dans ces contextes ? Pour tenter de répondre à ces questions, nous abordons le cas particulier des observatoires de population, ou systèmes de suivi démographique et de santé (SSDS) en milieu urbain, dispositifs de recherche de plus en plus développés en Afrique sub-saharienne (<http://www.indepth-network.org/>).

\* Université d'Ottawa, nmondain@uottawa.ca

## Éléments de contexte

### Les systèmes de suivi démographique et de santé : défis éthiques et méthodologiques

Les observatoires de population ou « systèmes de suivi démographique et de santé » (SSDS) sont devenus monnaie courante en Afrique sub-saharienne en particulier. Ces dispositifs de recherche particuliers existent depuis plusieurs décennies mais ont vu leur nombre augmenter ces dernières années.

Le principe d'un SSDS consiste à circonscrire une population dans l'espace en fonction de critères propres à chaque projet d'observatoire. En général les effectifs sont assez élevés afin d'une part de produire des analyses statistiques valables et d'autre part de prévenir les inévitables effets d'attrition (le fait que des individus « disparaissent » soit par décès ou migration). Jusque-là la plupart de ces dispositifs ont été implantés en milieu rural, ceci entrant dans les orientations générales des politiques de développement visant les populations de ces environnements comme étant particulièrement vulnérables. Avec l'urbanisation rapide des pays africains, intervenants et chercheurs ont pris conscience de l'augmentation conséquente de groupes sociaux très vulnérables et donc de la nécessité de se pencher sur leurs conditions de vie et les effets sur leur état de santé notamment. Ainsi, d'essentiellement ruraux, ces sites concernent de plus en plus des milieux urbains malgré les défis méthodologiques que leur implantation dans de tels environnements pose<sup>1</sup>.

Une fois la population circonscrite (soit sur plusieurs villages ou quartiers selon qu'il s'agisse d'un milieu rural ou urbain), celle-ci fait l'objet de recensements réguliers et de « visites » par des enquêteurs chargés de recueillir systématiquement et de façon standardisée les principaux événements démographiques au sein de chaque ménage ainsi que des informations relatives à d'autres aspects, en particulier à la santé. La fréquence des visites peut varier selon les objectifs et les moyens du projet : annuelles ou trimestrielles par exemple.

Le principal intérêt des SSDS repose donc sur la collecte de données longitudinales auprès d'une population par définition *suivie* sur plusieurs années ce qui permet non seulement de bien connaître celle-ci dans son évolution démographique, mais également de mesurer l'impact des interventions sanitaires dont elle est l'objet. Par exemple l'effet d'une campagne de vaccination sur le site en mesurant l'évolution de la morbidité et mortalité infantile. Si les données ne sont certes pas généralisables à une échelle nationale, elles sont par contre considérées comme des sources extrêmement fiables d'information puisque mises à jour régulièrement. Récemment, des chercheurs ont montré qu'une analyse ciblée de ces données permettait de remettre en cause les conclusions sur lesquelles sont basés les objectifs du millénaire pour le développement, notamment l'objectif n° 4 – le déclin de la mortalité des enfants de moins de 5 ans (Masanja *et al.*, 2008 ; Bangha *et al.*, 2010).

Malgré ces avantages indéniables, outre le coût très élevé que ces dispositifs impliquent, ils posent d'importants défis éthiques et méthodologiques. Concernant les défis éthiques, ils ont surtout concerné les questions de restitution (Mondain et Bologo, 2009 ; Hertrich *et al.*, 2012 ; Nikiema et Kouyate, 2012)

<sup>1</sup> Voir notamment le site du APHRC (African Population and Health Research Center à Nairobi, Kenya) : [http://www.aphrc.org/insidepage/page.php?app=stats\\_home](http://www.aphrc.org/insidepage/page.php?app=stats_home)

et relatives au consentement libre et éclairé (Zourkaleini, 2012). L'un des principaux enjeux qui ressort réside dans le décalage entre les attentes des populations, immédiates car par définition vulnérables, et les pratiques de recherche : temps long de la collecte et de l'analyse, relations ambiguës entre la recherche et l'intervention qui engendre une incompréhension de la part des populations, anxieuses de voir leur participation suivie d'effets concrets sur leur quotidien.

Dans cet article nous allons plutôt nous intéresser aux enjeux méthodologiques. En effet, si les SSDS constituent des dispositifs de recherche basés sur le recours à des techniques de collecte et d'analyse quantitatives mobilisant les savoir faire des démographes et chercheurs en santé publique notamment, ils offrent une plate-forme de recherche intéressante pour des projets pointus menés par des chercheurs d'autres disciplines, y compris des anthropologues ou des sociologues. En ce sens on peut dire que les SSDS constituent de véritables paradoxes en ce que la méthodologie reste très empirique et privilégie une démarche hypothético-déductive tout en se rapprochant des modes de recherche ethnographique : présence de longue durée sur le terrain, relations soutenues entre les populations et les équipes de terrain à défaut des chercheurs en personne (ce qui d'ailleurs pose question).

Compte tenu de ces dimensions, est-il possible d'articuler des approches socio-anthropologiques dans un dispositif dont la structure et l'organisation sont étrangères à ces pratiques malgré un contexte apparemment favorable à leur usage ? Quelles sont les conséquences sur la production des données alors que les chercheurs dans le contexte du développement international oscillent de plus en plus entre sociologie qualitative, enquête ethnographique et recherche participative ? On se trouve ici au cœur des intérêts parfois contradictoires entre un agenda posé par des bailleurs lointains, des pratiques de recherche statistiques et standardisées dominantes pas toujours compatibles avec des démarches plus sensibles au contexte.

Pour répondre à ces questions nous allons procéder à une étude de cas en nous intéressant à l'Observatoire de Population de Ouagadougou (OPO) implanté depuis 2008 dans la capitale burkinabè.

## L'Observatoire de population de Ouagadougou, Burkina Faso [OPO]<sup>2</sup>

L'OPO est né d'un projet de longue haleine qui a démarré avec un site pilote en 2002 testant la faisabilité de la mise en place d'un SSDS en milieu urbain africain sur un site pilote composé de deux quartiers. L'objectif général du projet consiste à identifier les inégalités de santé dans les quartiers étudiés afin de mieux orienter les politiques d'intervention en la matière dans un contexte où les ressources sont limitées. Au bout d'une période de 5 ans, le projet a été financé pour être implanté dans 5 quartiers de la ville pour un effectif total d'environ 80,000 résidents. A Ouagadougou, les quartiers sont qualifiés de « lotis » ou « non lotis » selon que les espaces soient formels ou non. En général les quartiers non lotis sont pauvres et rassemblent une population venue des campagnes, bien que la réalité soit plus complexe. Dans l'Observatoire, deux quartiers sont lotis (Kilwin et Tanghin) et trois sont non lotis (Polesgo, Nioko II et Nonghin).

---

<sup>2</sup> Pour un descriptif complet de l'observatoire de son implantation à ses premiers résultats nous renvoyons à l'article descriptif de Rossier *et al.* (2012 et 2011) et le site de l'ISSP, Institut supérieur des sciences de la population, porteur du projet : <http://www.issp.bf/>

Le projet a été structuré autour de 9 objectifs scientifiques dont deux méthodologiques : spatial et qualitatif. De ce point de vue on peut dire que le projet s'inscrit bien dans le courant réflexif amorcé dans les années 2000 non seulement en rassemblant une équipe pluridisciplinaire mais aussi par son souci de joindre aux recherches réalisées des interventions ponctuelles mieux ciblées. Ceci a eu pour conséquence la collaboration avec des projets plus appliqués qui a abouti notamment à une procédure de ciblage communautaire des indigents depuis 2011, ainsi qu'à la mise en place par l'ONG *Enfant & Développement* de deux permanences sociales au sein de deux quartiers de l'observatoire dans le cadre de son programme d'accompagnement familial des familles démunies dans les quartiers pauvres de la ville.

Le but de l'axe qualitatif consistait à identifier certaines thématiques ressortant du terrain et des données collectées ainsi qu'à fournir un appui aux chercheurs désireux d'approfondir certains aspects relevés dans leurs analyses statistiques. Dès l'origine du projet, l'un des objectifs de cet axe a consisté à réaliser une « caractérisation sociologique » des quartiers de l'observatoire afin de fournir des informations plus contextualisées aux chercheurs désireux de mieux comprendre l'environnement dans lequel ils repèrent les disparités en matière de santé. Cette caractérisation, définie et conçue par des démographes sociologues et anthropologues a fait l'objet de plusieurs terrains et a mis en exergue un certain nombre de difficultés de mise en œuvre qui nous semblent révélatrices des contraintes posées par les projets de grande envergure dans le domaine du développement international.

Le projet OPO repose donc sur la collaboration des acteurs suivants : les chercheurs, les agents de terrain recrutés pour réaliser le suivi, le bailleur de fonds, de nouveaux acteurs (chercheurs, étudiants, ONG, etc.) venus s'ajouter au fur et à mesure que la plate-forme que constitue l'observatoire capte de nouveaux projets, et bien entendu, les populations locales. Cette équipe pluridisciplinaire se compose majoritairement de démographes, mais aussi des sociologues, anthropologues, géographes... Cette « arène » pour reprendre les termes de Bierschenk et Olivier de Sardan (1994) constitue également un terreau fertile pour analyser les rapports de pouvoir qui émergent des intérêts parfois divergents de chacun et surtout des pratiques de recherche différentes (Mosse, 2005).

## Cadrage théorique

Le fil directeur du projet consiste à étudier les inégalités de santé à Ouagadougou au Burkina Faso partant de l'hypothèse que celles-ci varient selon les quartiers, en fonction de leur composition socio-économique ainsi que des normes sociales et culturelles régissant les relations et les pratiques ayant un impact sur la santé des individus.

Ainsi, le projet « cible » les populations vulnérables avec pour objectif de dégager les inégalités de santé entre quartiers et au sein de chaque quartier de l'observatoire. La vulnérabilité en termes de santé devrait être appréhendée de manière intégrée, tenant compte de l'environnement écologique, de leurs caractéristiques sociales et culturelles, et pas exclusivement en termes économiques trop souvent mesurés à l'aune des niveaux de revenus alors que l'on se situe dans un contexte où l'économie informelle est prépondérante. Cette démarche s'inscrit donc également dans le cadre des réflexions critiques sur la notion de pauvreté (Stiglitz, 2002 ; Sen, 1999 ; Rahnama, 2003 ; Chossudovsky, 2004). Il nous semble donc nécessaire de nous concentrer plutôt sur la « demande » que sur l'offre, en d'autres termes

sur les besoins exprimés par les populations plutôt que sur l'absence ou l'existence de services divers. Une analyse de la « demande » étant plus délicate à mener car seuls les outils quantitatifs ne suffisent pas, le recours aux outils de collecte qualitatifs et participatifs s'est donc imposé.

C'est dans cette perspective que la notion d'*effets de quartier* a été introduite, l'idée étant que ces espaces cristallisent différentes dynamiques (économiques, sociales, culturelles, écologiques, administratives) et ne sont pas isolés les uns des autres (d'où l'idée de réseau) et influent sur la situation des résidents ainsi que sur leurs attitudes et comportements. En effet, la prise en compte des « effets de quartier » ou de voisinage sur certains comportements sociaux préoccupe de plus en plus les chercheurs et planificateurs. Ces espaces délimités géographiquement, en fonction de différents critères, de par leur composition, localisation et histoire affectent donc les pratiques des individus qui y résident. Or, la relation est complexe puisque endogène par nature : si l'environnement défini par la notion de quartier joue sur les comportements, l'inverse est vrai aussi, les groupes sociaux contribuant par leurs pratiques à « façonner » le quartier aussi bien dans sa forme physique que sociale. Enfin un tel espace doit être appréhendé dans sa dimension temporelle, comme une entité vivante qui évolue avec l'histoire et ses composantes, à savoir les individus.

Ceci nous a conduit à réfléchir sur la « labellisation » des catégories utilisées telles que « quartier » (Konings *et al.*, 2006 ; Moncrieffe et Eyben, 2007). En effet des notions qui paraissent évidentes pour le sens commun se révèlent difficiles à opérationnaliser lorsqu'on les considère comme le fruit de processus sociaux au-delà d'une définition qui se veut objective (pour le quartier notamment avec les limites physiques et administratives). En particulier, au lieu de considérer le quartier comme une entité globale formant un tout, nous le concevons plutôt comme un milieu structuré par des « sous quartiers » associés à la concentration de groupes sociaux particuliers ou à des pratiques sociales, culturelles, économiques, collectives particulières peu importe l'origine des individus. Il est à ce titre intéressant de noter que les recherches actuelles abordent le quartier comme une entité fluide en lien avec la mobilité des individus, les réseaux sociaux qu'ils soient physiques ou virtuels avec les nouvelles technologies de l'information. Par ailleurs, qu'il s'agisse de l'approche géographique ou anthropologique, le quartier se définit également à travers les stratégies mises en œuvre par ses résidents vus comme des agents actifs modelant leur environnement pour survivre dans des contextes de grande précarité (Konings *et al.*, 2006 : 3). Ainsi, dans le contexte africain en particulier, il nous semble particulièrement pertinent de tenir compte des ressources vitales mobilisées par les habitants (les activités agricoles en milieu urbain notamment), les initiatives féminines (très développées à Ouagadougou par exemple) et les stratégies des jeunes. Un élément qui nous semble particulièrement intéressant consiste à identifier ce que nous avons appelé les « petites initiatives locales » mises en œuvre en dehors des regroupements associatifs officiels, à une petite échelle (la rue, le voisinage selon comment il se définit) pour améliorer les conditions de vie quotidiennes.

C'est ainsi que nous avons eu recours à la notion de « morphologie sociale » (Halbwachs, 1946, 1970) comme concept exploratoire pour mieux cerner l'« arène » que constitue le quartier (Bierschenk et Olivier de Sardan, 1994) et identifier des « sous quartiers » en fonction des dynamiques sociales ainsi dégagées.

Or, d'après la littérature sur les effets de quartier, il ressort qu'on se trouve dans une impasse méthodologique, liée en partie à l'« importation » de cette thématique de recherche empruntée aux Nord Américains (Bacqué et Fol, 2007). La principale faiblesse de ces approches réside dans la prise en compte

limitée des trajectoires résidentielles et sociales individuelles ce qui masque l'hétérogénéité de quartiers trop rapidement isolés sous le label de « ghetto » ou de « quartier défavorisé, pauvre ». Ceci renvoie à la question de la définition du quartier : comment peut-on poser a priori une relation de cause à effet entre une entité dont on ne sait pas définir les contours sociaux et géographiques et des comportements particuliers se rapportant à des situations particulière de santé, de pauvreté, alors que cette entité est elle-même le résultat de processus sociaux conduisant à ces comportements (Oakes, 2004) ? De plus, il existe différentes façons de définir le quartier et selon par qui il est défini, différentes questions de recherches relatives aux liens quartiers et santé sont concernées : la définition par les perceptions mène à un questionnement sur les interactions et la cohésion sociales, la définition administrative aux politiques et services, enfin, la définition géographique aux aspects environnementaux (Diez-Roux, 2001).

Par ailleurs, Sampson *et al.* (2002) constatent que la définition de quartiers/voisinage sur la base de recensements géographiques est problématique si l'on veut étudier des processus sociaux ; il existe un courant de recherche qui délimite des « contextes écologiques » en utilisant entre autres le SIG (système d'information géographique) pour comparer les communautés délimitées par les formes géographiques du quartier avec les réseaux sociaux et les cartes établies par les résidents de leur voisinage et aires d'interaction sociale ; ainsi, les individus interagissent davantage dans leur communauté tertiaire (i.e. des ensembles de « pâtés de maison » accessibles à pied) qu'avec les gens qui vivent dans leur environnement immédiat (très lié au type d'interaction qui implique les enfants et les parents). Cette perspective nous semble particulièrement adéquate pour le contexte africain, en particulier à Ouagadougou où en quartier loti (c'est-à-dire délimité par le cadastre et raccordé aux services de base à l'inverse des quartiers « non lotis » associés à l'habitat spontané des populations défavorisées), l'échelle de référence pour les résidents est le « 6 mètres » qui n'a rien à voir avec six mètres mais correspond à la rue où ils logent.

Ces considérations ont plusieurs implications méthodologiques. Par exemple, Sampson *et al.* (2002) préconisent de recourir à l'observation sociale systématique qui consiste à recueillir des données reflétant plus directement les sons, l'atmosphère des rues ; l'idée est qu'il existe des traits physiques et sociaux dans les quartiers que l'on ne peut capter par des enquêtes mais qui constituent des contextes importants selon ce que l'on étudie.

De plus, l'analyse des réseaux sociaux s'impose dans la mesure où il s'avère nécessaire d'inclure les environnements voisins des frontières d'un quartier donné quelle qu'en soit la définition. L'idée est que l'on n'est pas seulement influencé par ce qui se passe dans son environnement immédiat mais aussi par ce qui se passe dans les espaces alentours (Damaris et Séguin, 2007).

Tel que suggéré par Bacqué et Fol (2007), en plus des dynamiques spatiales il s'avère nécessaire d'inclure des études longitudinales rigoureuses pour tenir compte de l'aspect temporel des dynamiques de quartier, ces dernières se modifiant au cours du temps, en particulier des trajectoires résidentielles et sociales individuelles qui façonnent le quartier. En effet, l'étude des processus sociaux montre bien que le contrôle social, les échanges, les épidémies, sont enracinées dans les dynamiques de la vie sociale et qu'on ne peut se contenter de focaliser sur les caractéristiques habituelles de composition (ex. l'appartenance ethnique) qui sont par définition statiques et donc pas fondamentalement des variables causales. De ce point de vue, le dispositif de recherche que constitue un observatoire de population offre des possibilités très intéressantes.

## Chronologie de la démarche d'enquête : défis méthodologiques et réalités du terrain

Notre principal défi méthodologique a consisté à définir le quartier et à identifier des « sous quartiers » afin de capter le vécu des résidents à travers leurs initiatives, actions au quotidien à une échelle pertinente.

Souhaitant recourir aux méthodes participatives, deux approches ont attiré notre attention, la MARP (méthode accélérée de recherche participative) et la méthode ECRIS (enquête collective rapide d'identification des conflits et groupes stratégiques) (Bierschenk et Olivier de Sardan, 1994). Celles-ci ont été combinées dans un premier temps et testées avec le terrain exploratoire réalisé en 2008 sur le site pilote de l'OPO. Ce premier travail a conduit à l'élaboration d'une grille d'entretien et d'observation utilisée par l'équipe d'enquêteurs et d'enquêtrices formée à cette fin. Ces derniers ont opéré la caractérisation de chaque quartier composant l'OPO une fois implanté en 2008 et ont rédigé des rapports détaillés pour chacun. Cependant la notion de « sous quartier » n'ayant pas été adéquatement captée, nous avons repris les activités deux ans plus tard en recourant à une approche d'observation plus simple. Ce processus nous a conduits à nous questionner sur la pertinence des approches participatives, dont on fait grand cas dans le domaine de l'intervention d'une part (Cornwall et Brock, 2005), ainsi qu'à la faisabilité d'études aussi complexes lorsque les chercheurs les ayant conçues ne sont pas présents, déléguant la supervision des agents de terrain à un superviseur local qui, malgré ses compétences, ne possède pas toujours les éléments d'information nécessaires à la bonne réalisation du travail d'autre part. Ceci pose en particulier le problème des projets de vaste envergure rassemblant des acteurs de diverses institutions à l'échelle internationale (voir Mosse, 2005 à ce sujet).

### Le terrain exploratoire de 2008 sur le site pilote

Il s'est agi en premier lieu de construire et de tester les outils méthodologiques pertinents pour effectuer cette caractérisation. En 2008 l'OPO était en cours de constitution et nous avons donc investi les deux quartiers du site pilote de l'OPO à cette fin.

Pour ce faire nous nous sommes appuyés sur la combinaison de trois différentes approches :

1. Une approche de type anthropologique d'immersion dans les quartiers basée sur l'observation et des entretiens informels ou peu structurés.
2. La méthode ECRIS (enquête collective rapide d'identification des conflits et groupes stratégiques) / <http://apad.revues.org/document2173.html> (Bierschenk et Olivier de Sardan, 1994).
3. La méthode MARP (méthode accélérée de recherche participative).

Ces trois approches ont plusieurs points communs :

- Elles impliquent une immersion dans la communauté dans un but de repérage des groupes, enjeux locaux, etc.
- Elles ont pour objectif le recueil rapide des informations.
- Elles ont pour principe l'ouverture vers le groupe.
- Elles prônent une recherche participative et inductive (critique des prénotions, identification des groupes et catégories à partir du terrain et non a priori).

Leurs principales différences sont :

- Observation : implique la longue durée.
- ECRIS : implique un déroulement en différentes phases.
- MARP : combinaison de différents outils utilisés en lien étroit avec la communauté.

L'esprit général de la méthode ECRIS repose sur les trois concepts exploratoires suivants (Bierschenk et Olivier de Sardan, 1994) :

- La notion de conflit : révèlent la structure de la société, ses normes, ses codes ; indicateur du fonctionnement de la société et aussi du changement social.
- La notion d'arène : espace social où prennent place ces confrontations, affrontements, opposition d'intérêts, consensus.
- La notion de groupes stratégiques : à chaque « problème » ou enjeu social correspondent certains acteurs qui constituent un « groupe stratégique », ces acteurs pouvant être caractériser de différente façons.

De ce point de vue la méthode ECRIS nous a semblé particulièrement intéressante, le quartier constituant l'arène, les groupes stratégiques ainsi que les conflits devant être identifiés afin de cerner la dynamique sociale au sein de ces entités par définition hétérogènes et évolutives.

De même pour une idée complète de l'esprit général de la méthode MARP nous renvoyons à Chambers (2005) ainsi qu'au lien suivant : Source : Les méthodologies d'analyse et de planification du développement régional.

Cette méthode a été développée à la fin des années quatre-vingt en réponse à la méthode accélérée de recherche rurale (MARR), jugée trop mécanique et trop extractive dans sa mise en œuvre. Dans les MARP, le groupe cible est encouragé à apprendre et le rôle de la personne extérieure est réduit à celui de facilitateur du processus d'apprentissage. En effet, la MARP vise à renforcer l'autonomie de la population locale, en encourageant les gens à partager, améliorer et analyser leurs connaissances et conditions de vie, et à planifier, agir, contrôler et évaluer. Il est clair que dans notre cas la MARP avait exclusivement des fins de recherche et non d'action. C'est à ce niveau d'ailleurs que nous avons relevé les limites du recours à cette démarche. Une autre limite réside dans le fait que la MARP comme la plupart des méthodes participatives, a été conçue pour le milieu rural et non le milieu urbain ; regrouper des individus que l'on peut identifier relativement facilement par leurs caractéristiques socio-économiques et culturelles est plus aisé en milieu rural qu'urbain.

Revenons sur les outils les plus communément employés et leur pertinence pour notre projet :

- *la cartographie participative* : dans le contexte villageois un groupe de résidents fait une carte de la communauté. La manière dont ils la font et ce qu'ils trouvent important fournissent de bons points de départ de discussions sur les aspects cruciaux de la vie du village.

Pour nous, le défi a consisté à définir la « communauté » : à quelle échelle se référer ? Le quartier est assurément trop vaste et le sens de « communauté » peut aller au-delà du quartier. Nous avons donc utilisé cet outil pour inciter les personnes ressources à délimiter leur quartier et à en dégager les principaux points d'intérêt (structures sanitaires, administratives, scolaires, autres) ; l'une des difficultés qui s'est présentée a résidé dans l'identification des personnes à recruter pour faire ces cartographies ;

personnes ressources locales (autorités diverses, informateurs de l'OPO ?) ou sélection d'habitants selon des caractéristiques spécifiques ?

– *les transects villageois* : l'équipe se promène avec un (petit) groupe de villageois dans le village (ou une autre région pertinente) et discute les choses observées.

Ceci nous a semblé particulièrement intéressant dans le contexte urbain à la fois pour délimiter le quartier, identifier des « sous-quartiers » et simplement relever des points saillants au regard des habitants du quartier. La difficulté principale pour nous a été de « recruter » des personnes prêtes à faire cette activité (question de temps et de disponibilité et aussi d'intérêt).

– *le classement* : il est demandé aux gens de comparer des unités (par exemple familles / arbres / récoltes) et de les grouper selon leurs propres critères. Le classement est aussi employé pour stratifier la population locale, par exemple classement par richesses. Les résultats du classement et les critères utilisés fournissent des points de départ de discussions.

Nous n'avons pas utilisé cet outil ; il serait pourtant intéressant pour établir une sorte d'échelle de salubrité par exemple ; mais à quelle échelle ? Pour cela il nous fallait impérativement délimiter le quartier et sa structure.

– *les rappels historiques* : l'histoire des familles est évoquée et les événements principaux sont utilisés comme point de référence dans l'analyse de la situation actuelle.

Pour cela nous avons surtout recouru aux chefs de quartiers et autres autorités traditionnelles identifiées au cours de nos échanges.

– *les calendriers* : les gens indiquent les choses qui changent dans le temps, par exemple le mois où ils doivent emprunter l'argent, quand leurs enfants sont atteints de paludisme, quand les pluies sont normalement attendues, etc.

Nous avons testé cet outil pour les maladies, l'accès à l'eau et l'alimentation ; là encore nous nous sommes heurtés aux limites de délimitation au sein d'un même quartier : les besoins varient en fonction de la topographie, de la concentration de certaines activités et bien sûr des personnes enquêtées. C'est ici que par exemple une collaboration plus systématique entre la démarche qualitative et les informations recueillies systématiquement au niveau quantitatif dans le cadre du suivi serait pertinente.

L'articulation des différentes approches mentionnées plus haut s'est opérée par un déroulement des étapes préconisées dans ECRIS combiné avec les outils de MARP.

1. Phase d'observation-immersion : enquête de repérage ECRIS + transects quartier MARP + discussions informelles.
2. Séminaire de préparation : stratégie à adopter pour chaque site.
3. Enquête sur chaque quartier : entretiens donnant lieu à des classements, rappels historiques, calendriers, cartographie – rencontres chaque soir.
4. Séminaire bilan après la caractérisation de chaque quartier et rédaction d'un rapport pour chacun d'entre eux.

En milieu urbain ces approches sont beaucoup plus difficiles à atteindre avec des quartiers très diversifiés socialement y compris le non loti qualifié souvent un peu vite de « quartier pauvre » alors qu'il recèle une grande hétérogénéité sociale et culturelle. Le nombre de résidents complique également la collecte. Enfin les conflits latents entre politiques de quartier, relations de voisinage, rapports entre migrants et non migrants, etc. complexifie considérablement les dynamiques internes du quartier rendant le regroupement d'individus très subtil ; ceci est accentué par leur mobilité qui rend les habitants moins disponibles (et donc moins disposés) à se prêter à ce genre d'exercice qu'en milieu rural. De plus, un quartier n'est pas isolé des autres quartiers avoisinants et sa dynamique s'en ressent (ex. la proximité d'une partie du quartier avec un autre qui présente davantage de services alors que l'autre partie en est totalement isolée).

Il est donc ressorti que les deux méthodes, supposées être « rapides » impliquaient un terrain préliminaire allongeant considérablement l'opération. Ce terrain aurait nécessité :

- Une cartographie précise et accessible non seulement des limites administratives du quartier mais aussi de ses principales structures et services (ceci existe maintenant mais pas à l'époque).
- Un temps d'observation in situ suffisamment long pour identifier les dynamiques socio-économiques et culturelles des quartiers afin de mieux cibler les personnes avec qui faire la cartographie, les transects, les calendriers.

En d'autres termes, la MARP comme ECRIS nous ont semblé être des outils très pertinents à condition d'avoir préalablement une connaissance approfondie du terrain ; certes plusieurs agents de l'OPO nous ont à l'époque beaucoup aidés, mais se baser sur leurs seules connaissances, si grandes soient-elles nous a semblé aller à l'encontre du principe fondamental de la méthode qui prône l'appropriation du recueil d'information par la population locale. De plus, ECRIS comme MARP doivent être effectués par un personnel expérimenté ; les facilitateurs doivent être très bien formés. Comme la MARP nécessite un changement d'attitude de la part de la plupart des animateurs ou du personnel de terrain analogue, une courte période de formation n'est pas suffisante. À ce niveau encore le temps nous a manqué car il était évident que le personnel sur place, bien qu'extrêmement compétent, n'avait pas l'habitude de recourir à ce type d'outils.

Suite à ces travaux exploratoires, nous avons élaboré une grille d'entretien et conçu une formation pour les enquêteurs chargés de procéder à la caractérisation des quartiers de l'OPO. Ces terrains se sont déroulés au cours de l'année 2008-2009 et ont donné lieu à des rapports qui ont été revus et corrigés par l'équipe de l'axe qualitatif et la coordination de l'OPO.

## Le terrain complémentaire de 2010

Ce second terrain avait cette fois pour cadre l'observatoire actuel et pour objectif d'identifier les éventuels sous quartiers, information n'étant pas ressortie du travail de terrain 2008-2009. Du fait de contraintes de temps et budgétaires il ne nous a pas été possible de travailler dans chaque quartier, nous avons donc sélectionné les 3 quartiers non lotis, Nonghin, Nioko2 et Polesgo. L'idée était de compléter les rapports concernant ces quartiers et de proposer une grille d'observation à utiliser par les agents permanents du SSDS afin de régulièrement mettre à jour ces informations. L'objectif principal était plus particulièrement de construire une information intégrable dans la base de données en identifiant spatialement les sous-quartiers pour les associer à chaque quartier grâce aux techniques du SIG afin de faire correspondre les données sanitaires et démographiques recueillies à un niveau plus fin que le quartier (tableau 1).

**Tableau 1.** Comment intégrer la « variable sous quartier » dans la base de données statistique de l'Observatoire ?

ID individu	UCH <sup>3</sup>	Sous-quartier	Quartier
-------------	------------------	---------------	----------

Pour ce faire nous avons essentiellement opéré des « transects » de quartier avec notre assistant de recherche et les informateurs clés (IC) retenus par l'OPO dans chaque quartier<sup>4</sup>. C'est à travers nos discussions avec ces personnes ressources qu'il nous est notamment clairement apparu que la notion de « sous quartier » posée a priori ne faisait pas de sens ni pour elles, ni pour les résidents, y compris les notables locaux. Par contre, nos promenades ont bien révélé l'existence de tels espaces, par définition fluides et apparaissant à travers l'expérience de vie des habitants du quartier et donc sujette à modification.

Un autre élément qui nous a semblé pertinent mais qu'il a été difficile d'opérationnaliser faute de temps et de moyens est celui des « points de rencontre ». Nous nous sommes en effet rendus compte que vu la taille importante des quartiers, les résidents d'un périmètre donné (et donc à définir) se retrouvent en des endroits bien identifiés par eux. Le repérage de tels « points » permettrait de consolider l'identification des sous espaces sociaux dans la mesure où ils pourraient être des lieux de rencontre à l'échelle de ces espaces. Un tel travail s'avère cependant minutieux et demande à être renouvelé ces points pouvant varier au cours du temps. L'intérêt d'identifier ces derniers réside dans le fait qu'ils permettraient de capter la population à des échelles réduites plus efficacement lors de campagnes de sensibilisation ou de restitution.

## Comment associer la morphologie physique du quartier à la complexité des dynamiques sociales, économiques et culturelles ?

Dans cette section nous allons nous intéresser uniquement au travail de repérage des sous quartiers dans les quartiers non lotis composant l'observatoire.

La morphologie physique réfère à la fois aux limites du quartier (physiques, administratives et perçues par les habitants) et aux caractéristiques topographiques de celui-ci. À ce sujet, ce sont les « anciens » du quartier, chefs de quartiers, notables et populations autochtones (c'est-à-dire les habitants originaires du quartier alors souvent un simple village), qui ont constitué les principales personnes ressources. L'histoire de chaque quartier a été nécessaire pour mieux comprendre les limites actuelles qui avant d'être purement administratives sont aussi politiques. Si ces limites ont un sens pour les habitants d'origine, elles peuvent très bien être revisitées par les habitants installés plus récemment issus de la migration

<sup>3</sup> Unité Collective d'Habitation : unité de collecte et d'analyse créée par les chercheurs et agents de l'OPO pour recenser les ménages dans l'observatoire.

<sup>4</sup> Les informateurs clés sont des résidents des quartiers faisant partie de l'OPO et constituent un relai d'information pour les équipes de terrain.

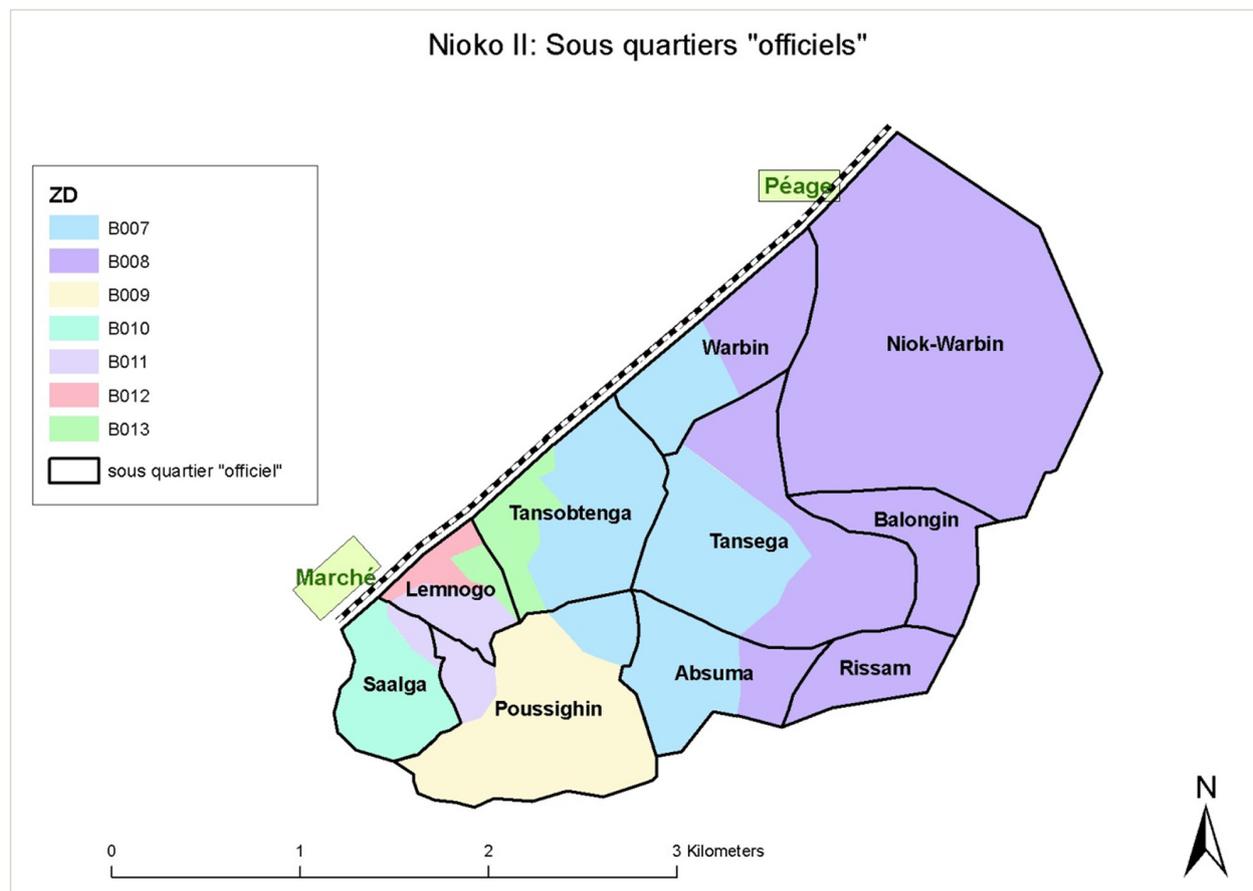
pour qui la mobilité entre leur quartier et le reste de la ville peut s'avérer déterminant. Ceci est particulièrement vrai pour les résidents des quartiers non lotis.

De plus les quartiers non lotis sont dépourvus d'infrastructures permettant de prévenir ou de limiter l'impact des aléas : par exemple aux inondations (les quartiers de Nioko II et de Nonghin notamment) ou à la proximité de zones de dépôt d'ordures. Ces événements naturels engendrent la formation de nouveaux espaces (les « sinistrés » suite aux inondations de 2009 par exemple). Par ailleurs la topographie peut séparer certaines parties du quartier les unes des autres créant de fait des « sous espaces » n'ayant pas au départ de lien avec des groupes sociaux particuliers. Ainsi, la caractérisation de la morphologie physique d'un quartier renvoie à une multitude de dimensions : la constitution de communautés de fait ou historiques, conduisant à des dynamiques sociales, économiques et sanitaires propres et inversement. Comme relevé dans la revue de la littérature la définition du quartier relève de critères par définition endogènes.

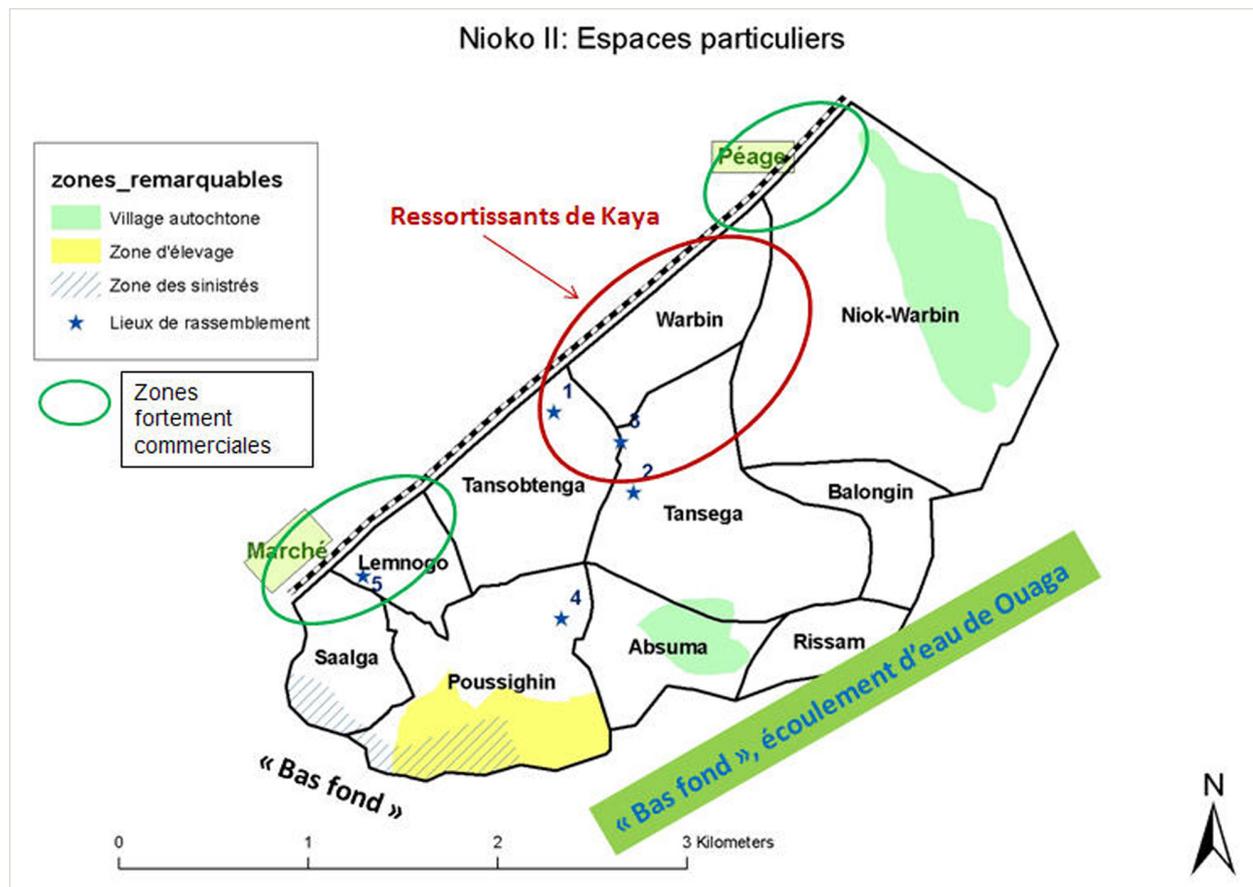
Nous illustrons notre propos avec le cas des quartiers non lotis de Nioko II et de Nonghin.

Le quartier de Nioko II est intéressant en ce qu'il est ancien et s'articule autour d'un certain nombre de « sous quartiers » historiques. L'une des difficultés a été d'établir dans quelle mesure ces derniers correspondent aujourd'hui à une réalité sociale. Nous présentons ainsi la cartographie des sous quartiers « officiels » et ceux que nous avons identifiés au cours de nos transects réalisés en 2010 (cartes 1 et 2).

**Carte 1.** Les sous quartiers historiques « officiels » de Nioko II



Carte 2. Les « sous espaces » identifiés au cours des transects de quartier en 2010

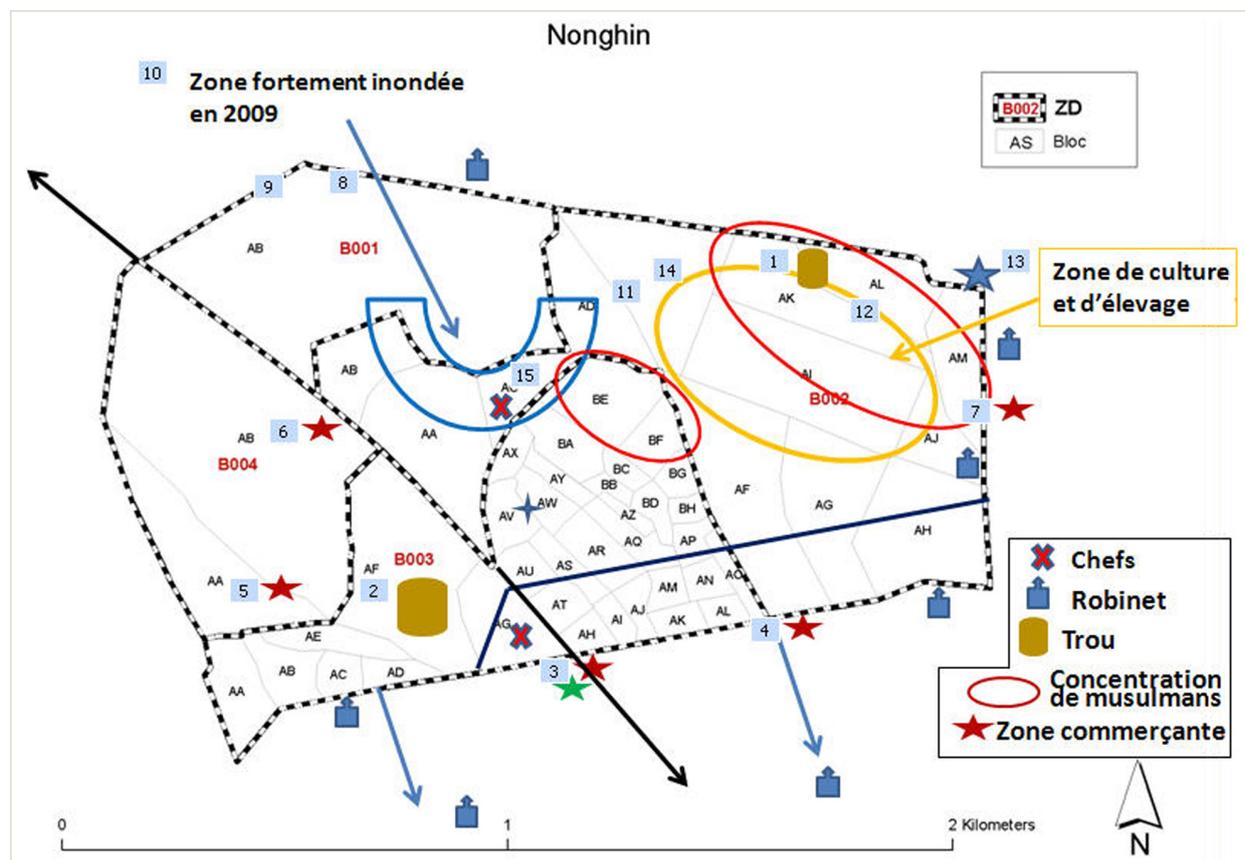


Nous n'avons pas été en mesure de procéder au repérage exhaustif de ces sous espaces particuliers. La carte ne fait donc que reproduire ceux que nous avons identifiés à titre indicatif pour encourager un travail approfondi dans ce sens. Ces sous espaces sont localisés au sein des quartiers historiques ou à cheval sur plusieurs d'entre eux tout en se caractérisant par des dynamiques propres les distinguant du reste du quartier. On voit par exemple la localisation des villages autochtones, le reste du quartier historique auquel ils appartiennent étant maintenant habités par des immigrants des zones rurales ou autres quartiers de la capitale. La zone d'élevage est particulière même si à travers tout le quartier on peut voir des concessions pratiquant du petit élevage. Enfin, nous avons noté des lieux de rassemblement spécifiques à travers le quartier au-delà du principal pôle constitué par la grande place de l'église. La prise en compte de ces points de rassemblement nous a servi d'« indice » d'identification d'espaces sociaux particuliers pouvant être associés à des sous quartiers ayant une identité propre et nous apparaissent comme des lieux propices à des activités de communication plus proche des résidents, à une échelle plus réduite.

Il a été particulièrement difficile d'observer la concentration de résidents selon leur origine géographique (au cœur du débat autour de la construction de la localité et de ce qu'elle signifie en termes d'interaction sociale pour les anthropologues). Ces informations peuvent être recueillies à travers les questionnaires du suivi démographique et pourraient ainsi constituer un point de départ pour valider ou non des comportements spécifiques à ces populations. C'est ici que nous prôtons une conceptualisation de l'analyse des effets de quartier par l'articulation rigoureuse des données collectées à travers le suivi démographique avec une démarche socio-anthropologique.

Un autre exemple intéressant concerne le quartier de Nonghin, récemment constitué et n'étant donc pas structuré autour d'un village historique. L'identification des espaces remarquables est matérialisée sur la carte 3 et n'est pas non plus exhaustive.

Carte 3. Les espaces remarquables identifiés pour le quartier de Nonghin en 2010



Ce qui est ressorti des discussions avec les informateurs clés de ce quartier ainsi qu'avec plusieurs résidents, c'est l'existence d'espaces de solidarité de voisinage plus que de dynamiques de sous quartiers. En d'autres termes, on peut identifier des comportements, des initiatives localisées à l'échelle d'un ensemble de ménages (les UCH – unité collective d'habitation, label créé par les chercheurs et agents de l'OPO). On voit donc se profiler des dynamiques sociales à une échelle extrêmement fine, alternative au « 6 mètres » qui n'existe pas dans les quartiers non lotis. Ce qui est intéressant ici est que ces espaces de solidarité peuvent rassembler des ménages aux réalités économiques, sociales et culturelles diversifiées si l'on considère que l'installation des résidents ne suit pas une logique particulière de stratification en fonction de ces critères (ex. zones plus modestes, concentration de groupes particuliers liés par leur appartenance ethnique, religieuse ou d'origine).

La caractérisation des quartiers tenant compte de ces éléments prend ainsi une tournure clairement socio-anthropologique. Les questions de l'immersion dans le quartier pour une observation continue, de l'identification des personnes ressources permettant de mieux comprendre les structures physiques et sociales de tels espaces, et donc du temps nécessaire à ce type de démarche s'avèrent cruciales. Il nous semble après cette démarche que des résultats précis permettraient de mieux identifier les inégalités en matière de santé, de comprendre les comportements en la matière et de mieux cibler les interventions adéquates.

## Discussion : que révèle cette étude au-delà des aspects purement méthodologiques ?

Cette expérience de terrain nous a semblé particulièrement riche en ce qu'elle nous a permis de relever certains éléments qui nous semblent propres à de nombreux projets de recherche internationaux et pluridisciplinaires.

En premier lieu la difficulté à ajuster le calendrier en fonction des approches méthodologiques retenues. La combinaison d'approches quantitatives et qualitatives, si pertinente soit elle, doit être articulée minutieusement pour être efficace. Chacune d'entre elles, exige en effet une logistique propre et un rythme de travail différent, les approches qualitatives et anthropologiques nécessitant souvent davantage de temps. Ainsi, l'articulation de ces démarches suppose l'établissement d'un dialogue constant entre leurs tenants respectifs qui n'est pas toujours évident à maintenir dans le cas d'équipe éparpillées entre différents pays. Ceci renvoie aux défis posés par la formation d'équipes d'agents de terrain qui, bien que supervisées par des assistants locaux, manquent du suivi régulier et *in situ* des chercheurs ayant conçu le travail<sup>5</sup>. À ce titre, tel que souligné précédemment, la formation constitue un réel défi lorsqu'elle vise les mêmes agents formés depuis l'origine à des méthodes différentes : on finit par demander aux mêmes personnes de recourir à des modes de recueil d'information très distincts conceptuellement ce qui pose d'importants problèmes épistémologiques. Ces situations sont le plus souvent engendrées par la logique de projet, par définition contraignante budgétairement et en temps. Ainsi, le temps particulièrement long d'une recherche qualitative et ethnographique s'avère difficile à concilier avec celui d'une recherche basée sur des questionnaires fermés passés ponctuellement. Le paradoxe ici réside dans le fait que l'on s'adresse à une population faisant partie d'un observatoire et qui est donc inscrite dans un processus long de collecte de données. La question est donc de savoir si on doit recourir aux enquêteurs permanents, déjà surchargés de travail et chez qui on risque de semer la confusion par le cumul de différentes approches, ou si l'on doit former séparément une équipe dont le rôle consiste à faire un travail qualitatif en parallèle des autres enquêteurs. On risque alors la surcharge au niveau du terrain et le manque de compréhension des populations lasses d'être constamment sollicitées.

Pourtant la collecte de ce type d'information nous semble cruciale à plus d'un titre. Tout d'abord, un regard plus approfondi sur les dynamiques propres à un quartier au sein duquel on cherche à identifier des « concentrations » de problèmes de santé particuliers, s'avère essentiel si l'on veut dépasser l'indicateur des causes de mortalité mesuré essentiellement à travers la morbidité et d'autres indicateurs quantitatifs. Les causes « indirectes », comportementales et environnementales sont plus difficiles à capter quantitativement et quoi qu'il en soit, nécessitent une mise en contexte. Par ailleurs l'immersion dans les quartiers sans poser de repères a priori permet de mettre au jour des dimensions que l'on n'aurait pas nécessairement repérées (par exemple des points de rassemblement modestes mais réels qui concernent tout un ensemble de résidents ou la présence de zones d'élevage orientées vers certains animaux, ou encore la meilleure salubrité d'un espace particulier en lien avec des initiatives très localisées de la part des résidents). Certes, il est possible d'identifier certains espaces par les indicateurs statistiques mais non d'expliquer les processus qui ont conduit à leur formation, information essentielle

<sup>5</sup> Nous parlons ici des chercheurs qui greffent des activités ponctuelles aux visites des agents permanents de l'observatoire et qui, de ce fait, procèdent souvent au recrutement d'autres enquêteurs.

si l'on veut en évaluer la durabilité. C'est à travers ce dynamisme de « quartier » tel que défini par ses résidents (subjectif) ainsi que par les observations *in situ* (objectif) que l'on peut à la fois mieux orienter les pistes de recherche pour analyser et comprendre les données statistiques recueillies. Et de ce point de vue il nous semble essentiel de ne pas s'arrêter aux initiatives « visibles » telles que celles relayées par des ONG et par des associations, si importantes et utiles soient elles. Ainsi, les formes moins visibles de collaborations basées sur un tissu de relations personnelles que les individus construisent pour s'entraider (telles que celles mentionnées à Nonghin mais qui existent dans les autres quartiers non lotis et réfèrent aux relations de voisinage au-delà de l'aspect physique du quartier), accéder aux ressources, échanger des biens et services doivent être identifiées (Hansen et Vaa, 2004) ; évidemment elles posent un défi méthodologique particulier en ce qu'elles sont plus diffuses.

## Remerciements

Ce travail de recherche et de réflexion n'aurait pas vu le jour sans le soutien financier, logistique et intellectuel fourni par l'ISSP (Institut supérieur des sciences de population, Université de Ouagadougou). Je tiens également à remercier les agents de l'OPO (Observatoire de population de Ouagadougou) qui ont non seulement facilité et ouvert l'accès au terrain mais ont également constitué des personnes ressources inestimables en termes de partage d'informations et d'explications. De plus, ce travail de terrain de sa conceptualisation à la construction des outils de collecte et sa réalisation a été le fruit d'une étroite collaboration entre les chercheurs de l'axe qualitatif de l'OPO : Éric Bologo, Sara Randall, Bilampoa Gnoumou Thiombiano ainsi que l'assistant de recherche Oussimane Ouedraogo. Finalement, je tiens à souligner les encouragements et le suivi constant assurés par la coordonnatrice du projet Wellcome Trust finançant l'implantation de l'OPO, Clémentine Rossier, sans oublier sa relecture attentive et critique des rapports rédigés à l'issue des terrains réalisés dans le cadre de cette recherche.

## Références bibliographiques

- Bacqué M.-H., Fol S., 2007, « *Effets de quartier : enjeux scientifiques et politiques de l'importation d'une controverse* », in J.Y. Authier, M.H. Bacqué et F. Guérin-Pace (dir), *Le quartier. Enjeux scientifiques, actions politiques et pratiques sociales*, La Découverte, p. 181-193.
- Bangha M., Diagne A., Bawah A., Sankhoh O., 2010, « *Monitoring the millennium development goals : the potential role of the INDEPTH Network* », *Global Health Action*, 3 : 5517.
- Bierschenk T., de Sardan J.-P.-O., 1994, « *ECRIS : Enquête collective rapide d'identification des conflits et des groupes stratégiques* », *Bulletin de l'APAD* n° 7.
- Chambers R., 2005, « *Part 2 : Applications, Potentials and Transformations (2004)* », in : R. Chambers (ed), *Ideas for Development*, EARTHSCAN, p. 97-118.
- Chossudovsky M., 2004, *Mondialisation de la pauvreté et nouvel ordre mondial, écosociété*
- Cornwall A., Brock K., 2005, *Beyond Buzzwords. « Poverty Reduction », « Participation », and « Empowerment » in Development Policy*, United-Nations Research Institute for Social Development.
- Damaris R., Séguin A.-M., 2007, « *Les débats sur les effets de quartier : que nous apprennent les approches centres sur les réseaux sociaux et le capital social ?* », in J.Y. Authier, M.H. Bacqué et F. Guérin-Pace (dir), *Le quartier. Enjeux scientifiques, actions politiques et pratiques sociales*, La Découverte, p. 217-228.

- Diez-Roux A.V., 2001, "Investigating neighbourhood and area effects on health", *American Journal of Public Health*, 91(11): 1783-89.
- Halbwachs M., 1946, *La morphologie sociale*, Paris, A. Colin.
- Hansen, Tranberg K., Vaa M., 2004, *Reconsidering informality : Perspectives from Urban Africa*, Uppsala : Nordiska Afrikainstitutet.
- Hertrich V., Lesclingand M., Quaglia M., Stephan A., 2012, « Construire une enquête dans la durée : restitution audiovisuelle et sketches villageois au Mali », in N. Mondain et E. Bologo (dir), *La recherche dans les contextes de vulnérabilité : engagements du chercheur et enjeux éthiques*, Paris, France, L'Harmattan, collection Logiques sociales, p. 199-226.
- Konings P., van Dijk R., Foeken D., 2006, "The African neighbourhood : An introduction", in P. Konings et D. Foeken (eds), *Crisis and Creativity*, BRILL : 1-21.
- Masanja H., de Savigny D., Smithson P., Schellenberg J., John T., Mbuya C., Upunda G., Boerma T., Victora C., Smith T., Mshinda H., 2008, "Child survival gains in Tanzania : analysis of data from demographic and health surveys", *The Lancet*, 371 : 1267-83.
- Moncrieffe J., Eyben R. (eds), *The power of labeling. How people are categorized and why it matters*, EARTHSCAN.
- Mondain N., Bologo E., 2009, « L'intentionnalité du chercheur dans ses pratiques de production des connaissances : les enjeux soulevés par la construction des données en démographie et santé en Afrique », *Cahiers de recherche sociologique*, 48 : 175-204.
- Mosse D., 2005, *Cultivating development : an ethnography of aid policy and practice*. London ; Ann Arbor, MI : Pluto Press.
- Nikiema B., Kouyate B., 2012, « Restitution et utilisation locale des resultants de recherches : quand district sanitaire, laboratoire de recherche et partenaires de développement se concertent », in N. Mondain et E. Bologo (dir), *La recherche dans les contextes de vulnérabilité : engagements du chercheur et enjeux éthiques*, Paris, France, L'Harmattan, collection Logiques sociales, p. 227-238.
- Oakes M.J., 2004, "The (mis) estimation of neighbourhood effects : causal inference for a practicable social epidemiology", *Social Science and Medecine*, 58 : 1929-1952.
- Rahnema M., 2003, *Quand la misère chasse la pauvreté*, Babel.
- Rossier C. et al., 2012, "Profile : The Ouagadougou Health and Demographic Surveillance System", *International Journal of Epidemiology*, 2012 : 1-9.
- Rossier C., Soura A., Lankoande B., Millogo R., 2011, « Health disparities at the periphery of Ouagadougou », communication présentée à la conférence : *New Approaches to Urban Health and Mortality during the Health Transition*.  
Seville, Spain, 14-17 December 2011.
- Sampson R.J., Morenoff J.D., Gannon-Rowley T., 2002, « Assessing the "neighbourhood effects" : Social Processes and New Directions in Research », *Ann. Rev. Sociol.*, 28 : 443-78.
- Sen A., 1999, *Development as freedom*, Anchor Books.
- Zourkaleini Y., 2012, « Le système de surveillance démographique de Ouagadougou : consentement éclairé et enjeux sur le terrain », in N. Mondain et E. Bologo (dir), *La recherche dans les contextes de vulnérabilité : engagements du chercheur et enjeux éthiques*, Paris, France, L'Harmattan, collection Logiques sociales, p. 179-196.